

Type de réunion

Réunion de Collège public

Discussion sur le constat

- Remarque préalable sur la formulation des questions jugée tendancieuse et induisant par trop la réponse attendue.
- L'état des lieux ne parle pas des écoles, Collèges, lycées expérimentaux.
- Il semble difficile pour certains participants de s'exprimer sur les sujets choisis en se situant à l'intérieur d'un système qu'ils voudraient changer : non plus « faire avec », mais « faire autrement ».
- Mise en cause de l'affirmation de la non influence de la baisse des effectifs sur la réussite des élèves : en milieu difficile comme la ZEP, cette baisse des effectifs a eu un effet positif.
- Des chiffres sont donnés pour contredire le constat :
 - Part du budget de l'Education dans le PIB : 3,4% en 1993 et 3,2% en 2002. Ces chiffres sont en baisse contrairement à ce qui est annoncé partout.
- On annonce, 10% d'élèves en grande difficulté dont 6% d'illettrés. Ces chiffres sont à relativiser et il faut les rapprocher du chiffre de 20% d'une classe d'âge accédant au baccalauréat en 1970. Les moyens alloués ont permis d'obtenir des résultats.
- On constate une élévation globale du niveau et moins de sorties sans qualification même si l'Académie reste très mal placée.
- Localement, les moyens alloués ont vu les performances au brevet se maintenir ou baisser légèrement après une certaine progression. Le contrôle continu est plus sévère au sein de l'établissement, et les résultats de nos élèves remontent après les épreuves communes. Les effets ne sont donc pas spectaculaires mais l'écart s'est stabilisé et un mieux être s'est installé.

15 Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités ?

- On ne peut pas parler de la violence à l'Ecole sans parler de l'Ecole en général.
 - Importance de la mesure exacte des phénomènes de violence et d'incivilité pouvant permettre de conduire une analyse des causes. Il est réaffirmé que les mises en œuvre choisies ne devront jamais se tourner vers des solutions extrêmes (centres fermés, etc...) qui seraient plus la traduction d'un échec que la réelle prise en compte du mal être et de l'impasse dans laquelle se trouvent certains élèves.
 - Les participants soulignent la nécessité d'un bilan qui resterait à faire : celui des différents plans de lutte contre la violence qui ont été mis en œuvre au cours des dernières années, ce bilan devant se faire tant au niveau national que local.
 - La violence en milieu scolaire est le résultat de facteurs multiples combinés. Ceux-ci trouvent leurs origines tant à l'extérieur de l'école que dans l'école :
 - La société semble aujourd'hui faire la part belle à l'individualisme et au consumérisme, ce qui entraîne de fait un affaiblissement de l'institution scolaire en terme d'autorité. Si hier, l'établissement scolaire réussissait souvent à évacuer (du moins en son sein et en apparence) les maux de la société tels que la violence, il s'en fait un écho beaucoup plus direct et visible aujourd'hui. De plus, l'expansion du monde juridique dans la société transparait également au sein de l'école. Si cela est positif car permettant dans de nombreux cas de protéger l'enfant en renforçant l'application de ses droits, ceci peut également mener à l'écueil d'affaiblir le poids de l'autorité enseignante face aux familles.
- Enfin, nous ne pouvons nier non plus une augmentation des situations de précarité chez certains parents d'élèves qui se traduit dans le comportement parfois déviant de leur enfant.

- L'école elle-même peut être un facteur influençant cette violence. Si le Collège unique ne peut être remis en cause car il vise l'accès pour tous (quelque soit son origine sociale) au niveau de connaissance et de compétence nécessaire à chaque citoyen français, celui-ci pose tout de même un double problème :
 - L'obligation scolaire jusqu'à 16 ans peut être vécue comme une réelle agression par certains élèves pour qui le sens et l'intérêt de l'école n'est plus prégnant.
 - Le Collège unique se traduit trop souvent par une voie de réussite unique. De fait, certains élèves ne rentrent pas dans un « moule prédéfini » se sentent rapidement exclus des voies de réussite et traduisent ce rejet par la violence.
- L'absentéisme est un phénomène souvent associé à la violence.
- Les partenaires sociaux jouent un rôle très important dans l'accompagnement des enseignants qui doivent faire face à ce problème.
- La réussite des élèves est un facteur de réduction de la violence incontestable. Le Collège se doit de favoriser la diversification des voies de réussite et, pour cela, plusieurs pistes sont abordées :
 - Les dispositifs d'ouverture aux voies professionnelles, la dynamique retrouvée par un projet (projet de l'équipe et projet personnel de l'élève) ;
 - La valorisation égale de toutes les disciplines ;
 - L'importance du cadre de vie, des locaux pour les élèves et les professeurs ;
 - La taille de la structure qui peut faciliter ou non la gestion du phénomène ;
 - Les temps de concertation intégrés et nécessaires aux professeurs, le temps de travailler autrement avec les élèves exclus pendant leur exclusion, de même avec les élèves qui reviennent de la classe relais.
 - Le taux d'encadrement qui doit rester convenable dans les établissements difficiles.
 - La mise en place de formation continue pour les enseignants (gestion des conflits) et de formation à la communication pour les élèves.
- Place du professeur dans la société : l'image du corps enseignant est dévalorisée dans les médias et par la société dans son ensemble, ce qui n'aide en rien les enseignants dans leur lutte contre les violences et les incivilités. Une reconstruction positive de cette image s'avère plus que nécessaire.
- Les tentatives de mutualisation des différents services de l'Etat au sein d'instances telles que les CLSPD ne semblent pas très efficaces et paraissent additionner les difficultés plutôt que contribuer à les résoudre.
- Les partenaires extérieurs à l'Ecole sont sûrement sous- utilisés.
- Réaffirmer l'autorité de l'adulte est nécessaire mais ne peut se faire que dans un souci de respect mutuel. Cette autorité passe sans doute aussi par une formation d'aide à la parentalité qui serait proposée aux parents demandeurs.
- Chaque établissement se doit de mettre en place des limites clairement définies dans l'espace de fonctionnement commun et au sein de chaque cours. Ces limites doivent d'être connues puis légitimées par l'enfant afin d'être respectées.
- Renforcer « l'instruction civique » en la transformant en une réelle « éducation civique ». L'élève devrait avoir connaissance des droits et devoirs du citoyen (à l'intérieur comme à l'extérieur de l'école). Cette transmission pourrait se faire par les enseignants mais aussi par d'autres partenaires qu'ils soient dans l'école (CPE, COP, Infirmier, AS, etc...) ou hors de l'école (Pompier, Gendarmes, etc...). De plus, une sensibilisation par des voies différentes de celles d'un « cours magistral » serait intéressante. Cette instruction, pour devenir éducation, devrait être vécue par l'élève grâce à une implication plus forte de celui-ci dans des structures décisionnelles ou consultatives au sein même de l'établissement.
- Le rôle du Collège pourrait être de permettre aux élèves de trouver leur voie.
- Le « passage de droit » semble poser problème pour les élèves en échec, que l'on « pousse » hors du Collège dans une fuite en avant. Il faudrait là aussi imaginer d'autres solutions ;
- L'entité « classe » est, elle aussi, peut-être à revoir au Collège, il faut inventer d'autres manières de travailler.

13 Comment prendre en charge les élèves en grande difficulté ?

- La difficulté scolaire se traduit de multiples manières. Certains élèves ont des problèmes de compréhension mais adhèrent totalement à la logique scolaire alors que d'autres sont en rupture totale avec le système.
- Il faut écarter l'idée préconçue qui consisterait à croire que les élèves de milieu défavorisé ne réussissent pas à l'école. De plus, la réussite aux diplômes n'est peut être pas le seul critère à prendre en compte dans les établissements difficiles ; le fait d'avoir évité la violence est déjà une réussite.
- Notre système doit cesser de se penser omnipotent (la réussite « obligatoire » aux diplômes), il doit donner des outils aux élèves pour s'intégrer dans la société.
- Cependant, la mission de l'Ecole ne se résume pas à la formation à un métier.
- La commande que fait la société à l'Ecole se doit d'être clarifiée. Doit-on y former des citoyens ? des élèves qui ont le brevet ? des bacheliers ? Il faut surtout leur apprendre à lire et à écrire...Il y a donc décalage entre les objectifs et les indicateurs de réussite choisis (type réussite aux diplômes).
- Problème de la grande pauvreté qui va souvent de pair avec l'échec scolaire. Depuis dix ans, on constate ainsi une augmentation des difficultés vécues par les élèves, davantage de maltraitances. La question de la prise en compte de ces difficultés croissantes se pose alors à la communauté éducative : que faire et comment faire avec ces enfants dont les familles ne sont plus structurantes ? Que faire également de programmes construits par et pour l'élite, apparaissant souvent en décalage avec la culture et les priorités des catégories les plus défavorisées ?
- On constate que ces élèves sortis de leur contexte à l'occasion de sorties pédagogiques ou de voyages sont susceptibles de s'épanouir et d'évoluer plus favorablement.
- La maîtrise de la langue reste un problème majeur pour les primo-arrivants.
- Il faut vraisemblablement aussi et sans relâche faire l'éducation des parents.
- Dans certaines écoles accueillant en internat les enfants des familles très favorisées, on peut aussi constater l'absence de soutien familial (expérience vécue par un enseignant). Cependant, les enfants s'en sortiront quand même, même si ce genre d'établissement cultive une forme de « loi du plus fort » reproduisant la société dans sa brutalité.
- Doit-on pour autant accepter une école à deux vitesses ? L'échec scolaire existe partout, pas seulement dans les établissements difficiles comme le nôtre.
- Il semblerait judicieux de renforcer les moyens d'action et de prévention dès l'Ecole primaire par les RASED et d'étendre ce dispositif au second degré où les professeurs sont particulièrement démunis face aux difficultés de certains élèves. La remédiation dès le plus jeune âge semble plus efficace car l'élève est plus malléable et ses problèmes scolaires ne se combinent pas avec d'autres liés à l'adolescence. Pourquoi ne pas autoriser un redoublement (ou un niveau sur 2 ans) au cours même d'un cycle de primaire ?
- Il devient difficile pour le Collège de dépister les élèves après l'Ecole primaire si cela n'a pas été fait (problème de la dyslexie par exemple). De plus, les professeurs du second degré ne sont pas formés pour traiter de ce genre de difficulté et se trouvent très démunis. Il serait nécessaire que les psychologues et orthophonistes puissent intervenir dans les Collèges sans coût pour les familles.
- La place de l'AIS serait à revoir au Collège, il faudrait multiplier les possibilités d'accueil et d'écoute des enfants différents.
- Les aides éducateurs sont des ressources intéressantes pour un Collège mais se doivent d'être en quantité suffisante et utilisés à bon escient.
- Il semble désormais difficile d'appliquer une pédagogie identique à tous les élèves. La reconnaissance de ces différences devrait conduire à instaurer des temps de concertation pris en compte dans le service des enseignants.
- Il faut aussi peut-être privilégier la « pédagogie du détour » avec ces enfants en grande difficulté et ne pas pratiquer « l'acharnement ». Les sections sportives peuvent constituer une

voie de réussite pour ces élèves, et les moyens qui leur sont alloués devraient pouvoir exister pour d'autres projets.

- La diversification des réponses par des projets spécifiques semble être aussi une réponse possible à la prise en compte de la difficulté. Les élèves les plus en difficulté ont souvent une compréhension plus pratique des choses. Peut-être serait-il intéressant d'augmenter les liens entre le monde extérieur et l'école. Une plus grande proximité entre le monde de l'entreprise et le Collège peut être efficace à condition que l'établissement scolaire ne soit en aucun cas dépendant de cette entreprise.
- Les structures de remédiation internes au Collège devraient pouvoir bénéficier de l'intervention de spécialistes de la rééducation. Elles permettent une revalorisation de l'image de l'élève mais peu de gain en terme de niveau scolaire.
- Les structures externes (classes relais) sont souvent efficaces mais ne peuvent accueillir qu'un petit nombre d'élèves.
- Il n'est pas question de remettre en cause le Collège unique, mais force est de constater qu'il n'existe pas beaucoup de solutions pour les élèves en difficulté au Collège. La prochaine décentralisation des médecins scolaires n'augure pas davantage de la recherche de solutions dans cette voie.
- Il faudrait peut-être assouplir le Collège unique, instaurer des passerelles, donner plus de temps aux élèves (6^{ème} et 5^{ème} en trois ans), travailler sur la motivation.
- Les parents ne comprennent pas forcément ce que demande le Collège. Susciter la motivation des élèves et des familles est fondamental à la survie du Collège.
- Le problème de l'estime de soi semble aussi être prégnant dans la réussite ou l'échec de l'élève, et l'Ecole devrait pouvoir intervenir davantage en cas de détérioration de cette image : Exemple donné de la 3^{ème} d'insertion du Collège qui permet à des élèves ayant perdu l'estime de soi de la retrouver par la mise en réussite et l'appropriation d'un projet personnel de formation qui fait sens pour eux. Les collègues constatent ainsi la métamorphose de certains.
- L'absence de devoirs écrits à l'Ecole primaire est vécue comme un handicap à l'arrivée au Collège où les élèves ont beaucoup de mal à acquérir des habitudes de travail à la maison.
- Peut-être faudrait-il donner plus de poids à l'entrée en 6^{ème} avec, pour les enfants ne pouvant accéder directement au secondaire, la possibilité d'un CM2 bis. Ceci pourrait aussi aller vers un plus grand poids donné également au Brevet des Collèges.
- Revaloriser le travail et l'effort et ce notamment concernant le travail à la maison.
- Il existe un trop grand décalage entre les différents constituants du système éducatif actuel, trop de décalage entre l'Ecole primaire et le Collège, trop de décalage entre le Collège et le lycée. De plus et pour chaque niveau de la scolarité, il y a incohérence entre les programmes et les objectifs à atteindre.
- Les élèves de 3^{ème} par exemple ne savent pas ce qu'ils feront l'année d'après. Ils cherchent un sens à ce qu'ils apprennent au Collège et c'est à nous de l'expliquer davantage, de faire du sens en travaillant par objectifs, discipline par discipline et privilégier la pédagogie du projet. La dynamique d'interdisciplinarité semble intéressante mais nécessite une plus grande cohérence quant aux attentes de chaque discipline.
- Le tutorat élèves peut être intéressant mais ne doit pas contribuer à frustrer certains d'entre eux.
- Le problème du sens des apprentissages dépasse largement le cadre de l'Ecole. La société, elle aussi, met ces élèves en difficulté, les place dans une perspective d'échec en ne valorisant pas par exemple les métiers manuels. Il faut revaloriser le travail technique et manuel au sein même de l'école dans un premier temps.
- L'Ecole est trop laxiste par rapport au phénomène de l'absentéisme.

Remarques complémentaires sur le débat (facultatif)

Joint à cette synthèse : déclaration lue par un personnel représentant syndical suite à une heure syndicale des enseignants.

NOUS NE SOMMES PAS DUPES !

A l'ouverture du grand débat national sur l'éducation, nous voulons faire part de notre vif intérêt pour une réflexion de fond sur l'école et ses enjeux.

Néanmoins, nous tenons à exprimer nos doutes sur son véritable impact étant donné les conditions d'organisation.

Le ministère a défini 22 questions pour aborder 3 grands thèmes : la réussite des élèves, les missions et le fonctionnement de l'école. Dans les faits, nous avons à débattre de 2 questions seulement en deux matinées.

Peut-on véritablement imaginer dégager des éléments de réponse sur des questions aussi importantes que les missions de l'école et la réussite des élèves en si peu de temps ?

D'autre part, le débat nous semble biaisé dans son contenu. En effet, dans les sous-questions proposées par le ministère, on y lit les orientations du gouvernement : comment améliorer l'efficacité de la coopération entre l'école et l'entreprise, ou comment répartir les rôles de l'état et des collectivités locales, sans poser la question du bien-fondé et de cette coopération et de la décentralisation. On peut d'ores et déjà lire, par exemple, dans les fiches de travail éditées par le ministère qu' « au sein du secondaire, c'est [...] le coût du lycéen qui est excessif » ou que la France « n'occupe sans doute pas le rang qui devrait être le sien compte tenu de son investissement éducatif ». On les entend déjà conclure : « l'éducation nous coûte trop cher et ne donne pas de résultats conséquents », alors qu'ils ne posent même pas la question des critères de qualité de l'école, qui à notre sens ne se résume pas au taux de réussite d'une classe d'âge au bac.

Par ailleurs, la composition de la commission nationale de synthèse (absence de représentants du collège, absence de CPE, d'assistante sociale, mais présence de trois chefs d'entreprise) confirme nos craintes : s'agit-il de prendre en compte nos propositions (sur un service public d'enseignement) ou de mettre en scène de la façon la plus démagogique une participation démocratique à un débat dont les conclusions sont déjà prêtes ?

Des enseignants du secondaire

Trois priorités pour l'École (une phrase par priorité)

1 Diversifier les voies de réussite au Collège sans revenir sur le Collège unique (connaissance précoce du milieu professionnel et revalorisation des métiers « manuels »).

2 Reconstruire une image positive de l'École et du corps enseignant dans la société.

3 Renforcer les liens entre le 1^{er} et le 2nd degré et aménager autrement le passage entre le Collège et le lycée : intégrer cela à la fois en formation initiale des enseignants et en formation continue de manière plus systématique.

